

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de la Convocation 23 Janvier 2023	
Date d’Affichage 14/01/2023	
Nombre de conseillers	
En exercice	29
Présents	25
Pouvoirs	4
Absent.....	0
Votants	29

L’an deux mille vingt trois

Le 03 février à 19 heures

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s’est réuni en mairie de Gannat salle des mariages en séance publique sous la présidence de Madame Véronique POUZADOUX, Maire.

Etaient présents : Mme POUZADOUX Véronique, M. GATIGNOL Serge (porteur d’un pouvoir de M. Ray François), Mme BERTOLUCCI Annick, M. DOMINE Sylvain, Mme COURTINAT Christine, M. ROTTENBERG Patrick, Mme CARTOUX Stéphanie, M. PLANE Noël, M. ACCAMBRA Y Vincent, M. DAKKAR Amar, M. CORBON Jean-Louis, Mme SERISIER Véronique, M. AMARGIER Quentin, Mme FRANCESCHINI Christine (porteur d’un pouvoir de Mme Brunel Céline), M. BUCHARLES Frederick, Mme FERNANDES Dominique, Mme BEGON Christiane, M. MIOCHE Hervé, Mme REDON Véronique, Mme JEUDI Aline (porteur d’un pouvoir de Mme Peronnet Cathy), M. COULON Gérard, Mme SUREAU Marie-Pascale, M. PREVAUTAT Jean-François, Mme COLONNA D’ISTRIA Violaine (porteur d’un pouvoir de M Montjol Hubert) formant la majorité des membres en exercice.

Excusés : M. RAY François, M MONTJOL Hubert, Mme BRUNEL Céline, Mme PERONNET Cathy

M. AMARGIER a été élu secrétaire de séance.

N°23/012 - MOTION DEMANDE LA DESINDEXATION DU PRIX DE L’ELECTRON DE L’ELECTRICITE SUR CELUI DE LA MOLECULE DE GAZ

Le Conseil Municipal,

Considérant que depuis le début de la guerre en Ukraine, la diminution des flux de gaz russe vers l’Europe a contraint la majorité des pays de l’Union européenne à rouvrir les centrales thermiques, fortement consommatrices de gaz, pour produire de l’électricité ;

Considérant que les consommateurs de ces pays, particuliers, entreprises et collectivités territoriales, font face conséquemment à une augmentation très importante de leurs factures d’électricité ;

Considérant que, dans le même temps, l’Espagne et le Portugal pratiquent un prix près de 3 fois moins élevé, grâce à la « dérogation ibérique » consentie par la Commission européenne ;

Considérant que ladite dérogation autorise à appliquer un système tarifaire qui plafonne le prix du gaz entrant dans la production électrique et qu’elle permet, en conséquence, de dissocier la formation du prix de l’électricité de celui du gaz ;

Considérant que la flambée du prix de l’énergie est principalement imputable au fonctionnement trop rigide du marché européen de l’électricité ;

Considérant que la désorganisation du marché, que provoque l’indexation du prix de l’électron de l’électricité sur celui de la molécule de gaz, ne permet pas d’anticiper le montant des factures énergétiques, tributaires de hausses trop brutales ;

Après en avoir délibéré, à l’unanimité,

DEMANDE solennellement au gouvernement de saisir les instances européennes pour qu’elles renoncent à l’indexation du prix de l’électron de l’électricité sur celui de la molécule du gaz ;

SOUTIENT la cause des consommateurs, particuliers, entreprises et collectivités territoriales, assujettis aux rigueurs d’un marché européen de l’énergie qui échappe à notre souveraineté nationale.

La présente motion sera transmise à :

- Madame Elisabeth Borne, Première Ministre,
- Monsieur Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ;
- Madame Dominique Faure, Ministre chargée des collectivités territoriales et de la Ruralité ;
- Messieurs les Sénateurs de l'Allier ;
- Monsieur le Député de la 3ème circonscription de l'Allier ;
- Madame la Préfète de l'Allier sous couvert de Madame la Sous-Préfète ;
- Madame la Présidente de l'Association des Maires et des Présidents d'intercommunalité de l'Allier ;

Au registre suivent les signatures,
Pour extrait conforme
Le Maire

